



Favoriser la croissance économique par l'innovation agricole

**Mémoire présenté au Comité permanent des finances dans le cadre
des consultations prébudgétaires**

Syngenta Canada Inc.

Le 5 août 2016

INTRODUCTION

Syngenta est une entreprise agricole chef de file ayant pour mission d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale en permettant à des millions d'agriculteurs d'utiliser plus efficacement les ressources disponibles. En mettant à profit nos capacités scientifiques de calibre mondial et nos solutions innovatrices, notre effectif comptant 28 000 personnes dans plus de 90 pays vise à transformer les modes de culture. Nous aidons à sauver les terres de la dégradation, à accroître la biodiversité et à dynamiser les collectivités rurales. Nous avons l'ambition d'améliorer la sécurité alimentaire d'une façon durable en augmentant radicalement la productivité agricole dans le monde entier.

L'équipe de Syngenta Canada compte environ 275 membres qui offrent des produits et des services à l'appui des principales productions végétales du pays, dont le blé, l'orge, le canola, le maïs, les pommes de terre, le soya et les cultures spécialisées.

En 2013, nous avons lancé *The Good Growth Plan* (www.goodgrowthplan.com) qui comporte six engagements précis destinés à aider à relever les défis importants auxquels le monde est confronté pour nourrir sa population. En collaboration avec d'autres intervenants, nous nous sommes engagés à :

- augmenter l'efficacité des cultures;
- sauver plus de terres agricoles;
- aider la biodiversité à s'épanouir;
- donner des moyens aux petits exploitants;
- aider à assurer la sécurité des populations;
- prendre soin de chaque travailleur.

Le Canada incarne une combinaison particulière de facteurs qui ont une incidence sur la production agricole, notamment la taille des exploitations agricoles, la variabilité des conditions climatiques, la mécanisation et la technification. Pris collectivement, ces facteurs et d'autres renforcent l'importance stratégique et pratique de l'agriculture canadienne et sa place dans l'innovation agricole mondiale.

Nous sommes heureux de participer à cette consultation prébudgétaire et de constater que l'innovation et l'infrastructure rurale font partie de cette discussion.

Quelles mesures fédérales aideraient les Canadiens en général – et certains groupes en particulier, comme les chômeurs, les peuples autochtones, les personnes handicapées et les personnes âgées – à maximiser, de la manière qui leur conviendrait, leurs contributions à la croissance économique du pays?

La prospérité économique dans les collectivités rurales du Canada dépend largement du succès des agriculteurs. Les agriculteurs canadiens rivalisent dans un marché mondial. Cela étant, il est impératif qu'ils bénéficient d'un soutien pour surmonter les obstacles au succès. À ce jour, les accords de libre-échange du Canada ont réussi à

réduire ou à éliminer les tarifs, mais il reste beaucoup à faire pour éliminer les barrières non tarifaires au commerce (BNTC). À mesure que le nombre d'accords commerciaux bilatéraux augmente, on observe des incidences correspondantes sur d'autres systèmes, notamment les régimes techniques et réglementaires.

Les BNTC sont un fardeau pour le secteur agricole du Canada et un facteur dissuasif pour la croissance et l'innovation. Elles sont particulièrement aiguës dans les secteurs de l'économie qui dépendent du commerce et des exportations, comme c'est le cas du secteur des productions végétales du Canada. Même si nous applaudissons et souscrivons au rôle constructif que le gouvernement du Canada a joué et continue de jouer à l'égard d'enjeux tels que les homologations réglementaires asynchrones et les exigences relatives à la présence de matériel adventice, d'autres travaux sont nécessaires dans ces dossiers et pour établir et harmoniser les limites maximales de résidus (LMR) de façon à faciliter et non à entraver les échanges commerciaux pour le secteur des productions végétales du Canada.

En définitive, s'il est impossible de commercialiser et de déployer entièrement de nouveaux produits dans le marché intérieur et les marchés d'exportation, l'affectation de ressources à de futurs travaux de recherche et développement risque d'en pâtir.

Recommandation 1 : Nous demandons au gouvernement du Canada de continuer de jouer son rôle positif et constructif à l'égard des homologations réglementaires asynchrones et des exigences relatives à la présence de matériel adventice et de prendre d'autres mesures pour faire progresser l'établissement et l'harmonisation de LMR à l'échelon international afin de faciliter le commerce.

Quelles mesures fédérales aideraient les entreprises canadiennes – de toutes les régions et de tous les secteurs – à atteindre leurs objectifs d'expansion, d'innovation et de prospérité et, ce faisant, à contribuer à la croissance économique du pays?

De façon générale, il conviendrait de féliciter les responsables de la réglementation à l'échelon fédéral de garder le processus décisionnel fondé sur la science et des données probantes au cœur de ce qu'ils font. Les fardeaux réglementaires supplémentaires qui ignorent, ne reconnaissent pas ou contredisent carrément le savoir-faire et les attributions des organes de réglementation nationaux sont une source d'incertitude pour les milieux des affaires, de l'investissement et de l'innovation.

Le gouvernement du Canada a exprimé son intention de garder le processus décisionnel fondé sur la science et les données probantes au cœur du processus, et nous sommes d'accord. Si la commercialisation et l'adoption de produits nouveaux et innovateurs semblent représenter un risque déraisonnable, il devient plus difficile de présenter des arguments pour le maintien ou l'augmentation des investissements dans la recherche et le développement et, par extension, dans l'innovation au Canada.

Toute discussion de l'importance de l'innovation et de notre régime réglementaire serait incomplète s'il n'était pas fait mention de l'impératif de maintenir la capacité du régime de s'adapter et d'être prêt et sensible aux nouvelles technologies qui sont essentielles au succès continu de l'innovation. Dans le contexte du secteur des productions végétales, cela comprend, entre autres, de nouvelles techniques de sélection végétale et de nouveaux cadres d'évaluation du risque. À cet égard, nous devons faciliter et soutenir l'éducation et la formation de nos responsables de la réglementation en ce qui concerne les technologies nouvelles et innovatrices qui seront introduites et continuer de moderniser notre régime réglementaire à l'appui des percées scientifiques et des innovations.

Recommandation 2 : Nous demandons au gouvernement du Canada de continuer à faire en sorte que le processus décisionnel fondé sur la science et les données probantes demeure au cœur du régime réglementaire de façon à garantir la prévisibilité et la certitude pour les entreprises, l'industrie et la population.

Recommandation 3 : Nous demandons au gouvernement du Canada d'investir dans l'éducation et la formation des responsables de la réglementation sur les nouvelles technologies et de veiller à ce que la modernisation du régime réglementaire suive le rythme de l'innovation.

Quelles mesures fédérales feraient en sorte que les collectivités urbaines, rurales et éloignées du Canada permettent à leurs résidents de contribuer comme ils le souhaitent à la croissance économique du pays et aux entreprises de prendre de l'expansion, de prospérer et de s'assurer une clientèle nationale et internationale afin de contribuer à la croissance économique?

Le gouvernement au pouvoir a établi un programme d'infrastructures ambitieux pour les prochaines années qui présente une occasion importante de faire des investissements stratégiques dans les économies rurales du Canada.

En tant que pays, le Canada a été gratifié de nombreux attributs, notamment une abondance de ressources naturelles qui, en retour, et en combinaison avec d'autres facteurs, contribuent à un secteur agricole de renommée mondiale et dont la plus grande partie est inextricablement liée à nos collectivités rurales. Pour que ces collectivités demeurent l'épine dorsale de notre secteur, et d'autres composantes de notre économie et de notre société, les besoins en matière d'infrastructures essentielles doivent être comblés.

Récemment, nous avons participé à la production d'un rapport de l'Economist Intelligence Unit (EIU) qui a estimé que la promotion du développement rural pourrait débloquer deux mille milliards de dollars de production économique annuelle à l'échelon mondial d'ici 2030. Les auteurs ont examiné les méthodes utilisées pour renforcer la croissance économique rurale dans plusieurs pays et conclu que la politique rurale, les

droits fonciers et les infrastructures – tant opérationnelles que sociales – sont essentiels pour concrétiser le potentiel des économies rurales.

Nous sommes en voie de reproduire cet ouvrage pour le Canada. Nous serions heureux de vous faire part des résultats de l'exercice.

Comme nous l'avons souligné, Syngenta a à cœur d'améliorer la sécurité alimentaire et de tenir les engagements énoncés dans *The Good Growth Plan*. Pour y parvenir, nous établissons et continuerons d'établir des partenariats et des collaborations avec un vaste éventail d'intervenants, dont le gouvernement, le milieu universitaire et les ONG.

Ici au Canada, notre intérêt pour les collaborations s'étend au travail avec le gouvernement du Canada afin de garantir que le secteur peut mener les travaux de recherche et développement nécessaires et mettre en marché des produits et des technologies novateurs. Nous croyons aussi que les décideurs canadiens ont une occasion importante de se pencher sur le développement rural à titre d'élément essentiel de la croissance économique et du bien-être social.

Recommandation 4 : Nous demandons au gouvernement du Canada d'intégrer officiellement l'infrastructure rurale dans son programme d'infrastructures général.

Conclusion

Tandis que le gouvernement continue de mettre en œuvre son programme pour la croissance et l'innovation au Canada, il est essentiel de prendre les mesures nécessaires pour donner au secteur le moyen de stimuler la recherche et le développement en agriculture tout en éliminant les obstacles au succès des agriculteurs. Dans le cadre de l'élaboration du budget et de l'examen des moyens d'améliorer les résultats économiques pour les Canadiens, nous exhortons le gouvernement d'examiner avec soin comment le fait d'accorder l'attention voulue aux barrières non tarifaires au commerce, à la réglementation et à notre régime réglementaire ainsi qu'à l'infrastructure rurale peut être un facteur important de la réussite du programme du gouvernement pour la croissance et l'innovation.

Chez Syngenta, nous analysons l'agriculture à partir de la base afin de créer des solutions novatrices qui transforment le rendement des exploitations agricoles, petites et grandes. En conséquence, nous appuyons et encourageons le gouvernement du Canada à élaborer et mettre en œuvre un programme d'innovation solide et robuste pour le secteur agricole. Pour continuer de servir d'épine dorsale du Canada, nos collectivités rurales et nos agriculteurs ont besoin de soutien afin de garantir l'accès continu aux nouvelles technologies qui leur permettra de maintenir leur compétitivité au pays, en Amérique du Nord et au-delà.

Nous serions heureux d'avoir l'occasion de discuter des recommandations formulées dans le présent mémoire.